

**JUGEMENT**  
**N° 085/19/CJ/SI/TCC**  
**DU 27 SEPTEMBRE 2019**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I**

-----  
**RÔLE GENERAL**  
**BJ/TCC/2019/0194**

SOCIETE CELTIC GLOBAL  
SERVICES (CGS) S.A.

(Maîtres Robert DOSSOU,  
Nadine DOSSOU SAKPONOU et  
Victorien FADE)

C/

OUEDRAOGO Salif  
SOCIETE WEST AFRICAN  
TRANSIT (WAT) SARL

SOCIETE AFRICA PI  
LIMITED SARL  
(Maître Romain DOSSOU)

**OBJET : Paiement**

**PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU**

**JUGES CONSULAIRES : François AKOUTA et Cyprien TOZO**

**MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU**

**GREFFIER : Jacques HOUEGBE**

**DEBATS : Le 26 avril 2019**

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier  
ressort, prononcé le 27 septembre 2019.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE :**

**SOCIETE CELTIC GLOBAL SERVICES (CGS) S.A.S**, ayant son  
siège social sis à Zone de Croaz Brest Ar Nezic-29800 Saint Thonan  
France, agissant aux poursuites et diligences de son Président en  
exercice, demeurant et domicilié ès-qualités audit siège, assistée de  
Maîtres Robert DOSSOU, Nadine DOSSOU SAKPONOU et Victorien  
FADE, avocats à la cour ;

**D'UNE PART**

**DEFENDEURS :**

**OUEDRAOGO Salif**, Opérateur Economique, de nationalité  
burkinabé, demeurant et domicilié au carré 627-1176G Haie Vive,  
Cotonou ;

**SOCIETE WEST AFRICAN TRANSIT (WAT) SARL**, ayant son  
siège social sis au secteur 16 Ouagadougou, lot 37 parcelle 07 section  
XV, 01 BP 6574, prise en la personne de Gérant, demeurant et  
domicilié ès-qualité audit siège;

**SOCIETE AFRICA PI LIMITED SARL**, ayant son siège social sis à  
Levels 41 et 42, Emirats Towers, Sheikh Zahed Road, Dubai United,  
Arab Emirates, prise en la personne de son Représentant Légal,  
demeurant et domicilié ès-qualité au siège de ladite société ;

Tous assistés de Maître Romain DOSSOU, avocat à la Cour ;

**D'AUTRE PART**

## LE TRIBUNAL

En vertu de l'ordonnance n° 65/2019 rendue le 27 février 2019 par le Président du tribunal de commerce de Cotonou portant autorisation d'assigner à bref délai, la société CELTIC GLOBAL SERVICES (CGS), société par actions simplifiées (SAS) de droit français a attiré devant le tribunal de céans :

- Salif OUEDRAOGO, opérateur économique de nationalité burkinabe, domicilié à Cotonou ;
- la société WEST AFRICAN TRANSIT (WAT), société à responsabilité limitée (SARL) de droit burkinabe ayant son siège à Ouagadougou et
- la société AFRICA PI LIMITED SARL, ayant son siège aux Emirats Arabes Unis ;

Elle demande au tribunal de :

**1.** les condamner à lui payer la somme de 242.305.407 FCFA décomposé comme suit :

- 188.009.604 FCFA à titre d'avances non réglées ;
- 32.402.122 de francs CFA représentant sa marge bénéficiaire ;
- 18.613.892 de francs CFA au titre d'une créance de la société CITTI ;
- 3.279.789 FCFA au titre de frais de voyage dans le cadre de l'amorce d'un règlement amiable ;

**2.** les condamner en outre au paiement de dix millions (10.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts ;

**3.** d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute à hauteur de la moitié des condamnations sollicitées ;

En réaction, les défendeurs soulèvent :

**1.** l'exception d'incompétence du tribunal pour absence de rattachement du litige avec le Bénin ;

**2.** l'irrecevabilité de l'action à l'égard de Salif OUEDRAOGO ou sa mise hors de cause en ce qu'il n'est pas partie à la relation contractuelle et ne peut avoir la qualité de défendeur dans la présente instance ;

Ils prient la juridiction, à défaut, de :

**3.** déclarer l'action mal fondée ;

**4.** condamner la société CGS à payer à la société WAT la somme de 334.855.890 FCFA représentant la commission de cette dernière sur le paiement reçu directement par elle des mains de la société SOLARWORLD ;

En cours d'instance, la société AFRICA PETROLEUM SERVICES (société APS) S.A représentée par Salif OUEDRAOGO s'est portée intervenant volontaire à titre principal et sollicite la condamnation de la société CGS à lui payer la somme de 335.000.000 de francs CFA au titre des règlements effectués dans son intérêt à la société SOMARCO ;

### **MOYENS DE LA SOCIETE CGS**

La société CGS expose qu'en 2016, elle a obtenu un contrat de logistique avec sa partenaire, la société CEGELEC, pour la fourniture d'équipements solaires destinés à la centrale de Zagtouli au Burkina-Faso ;

Qu'elle a eu recours à des sous-traitants que sont :

- la société CITTI pour les opérations de transit localement sur le Burkina-Faso ;
- Salif OUEDRAOGO, basé à Cotonou, pour la fourniture de prestations depuis le port de Lomé vers le Burkina-Faso, avec son assistante Isabelle DUMONCEAU ;

Que Salif OUEDRAOGO adresse des factures relatives aux frais de ses prestations à la société CGS ;

Que pour des raisons pratiques, la société CEGELEC a demandé à la société CGS de modifier son processus de facturation qui était trop contraignante, en utilisant une société basée au Burkina-Faso pour ce faire ;

Que sollicité à cet effet, Salif OUEDRAOGO a offert les services de la société WAT, basée au Burkina-Faso, dont il est le gérant et le représentant au Bénin, selon le procédé ci-après :

- a) la société WAT facture les prestations fournies à la société CEGELEC selon les termes du contrat signé par la société CGS ;
- b) la société WAT reçoit les paiements effectués par la société CEGELEC sur son compte bancaire ;
- c) la société WAT paie les fournisseurs que sont la société CITTI et la société SOMARCO à partir des paiements effectués par la société CEGELEC selon les tarifs proposés par la société CGS ;
- d) la société WAT paye les factures représentant les marges bénéficiaires de la société CGS ;

Que la société CEGELEC ayant accusé du retard dans les paiements, la société WAT n'a pu payer les sociétés prestataires ;

Que la société AFRICA PI LIMITED a été impliquée dans les transactions financières par Salif OUEDRAOGO ;

Que la société CGS a fait des avances à la société WAT sur ses comptes bancaires à Dubaï et Ouagadougou, lesquelles sont assorties d'un engagement de remboursement dans un délai de deux (02) mois ;

Que la société CGS a fait des paiements directs à la société CITTI, après en avoir informé Salif OUEDRAOGO et la société WAT ;

Que Salif OUEDRAOGO et la société WAT ont reçu la totalité des paiements de la société CEGELEC mais n'ont pas honoré leurs engagements vis-à-vis de la société CGS ;

Que la société CGS a adressé une mise en demeure à la société WAT par exploit du 1<sup>er</sup> juin 2018 ;

Que par une lettre en date du 14 juin 2018, en réponse à la sommation de payer, la société WAT a contesté les sommes réclamées, pour absence de bon de commande ;

Que la société CGS a adressé une lettre de clarification en date du 02 juillet 2018 à la société WAT, sans suite ;

A l'audience des plaidoiries, la société CGS soutenant la compétence territoriale de la juridiction saisie, sur le fondement des articles 40 et 41 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, explique

que Salif OUEDRAOGO est domicilié au Bénin et qu'il est le représentant légal de la société AFRICA PI LIMITED ;

Elle fait valoir en outre, que l'essentiel des communications, dans le cadre de l'exécution du contrat en cause, a été fait au moyen de courriers électroniques et qu'elles attestent l'existence d'un partenariat entre elle et les défendeurs ainsi que les différents mouvements financiers intervenus selon le processus de facturation arrêté d'accord parties ;

Qu'au 31 décembre 2017, la somme de 462.667.618 FCFA a été payée par la société CEGELEC à la société WAT ;

Que Salif OUEDRAOGO a signé personnellement des factures dans la présente affaire qui implique également sa société AFRICA PI LIMITED, laquelle a reçu les sommes transférées à son profit ;

Que selon l'article 5 de l'Acte Uniforme relatif au droit commercial général, les actes de commerce se prouvent par tous moyens, y compris par voie électronique entre commerçants ;

Que la société AFRICA PI LIMITED a perçu indument au titre des avances de frais de transport locaux, la somme de 137.750.970 de francs CFA qu'elle doit être condamnée à lui restituer solidairement avec Salif OUEDRAOGO, en application des articles 1235, 1236 et 1376 du code civil ;

Que pour sanctionner les agissements de Salif OUEDRAOGO et de la société WAT, il y a lieu de les condamner au paiement des dommages-intérêts

réclamés, en application des articles 1142 et 1147 du code civil ;

La société CGS sollicite, par ailleurs, le rejet des demandes reconventionnelles, en expliquant que le contrat avec la société SOLARWORLD est distinct de celui avec la société CEGELEC et qu'elle a reversé la somme de 334.855.890 FCFA représentant la commission de la société WAT ;

Qu'elle ne doit aucune somme à la société WAT ni à la société APS ;

### **MOYENS DES DEFENDEURS**

Les défendeurs font valoir que dans le cadre de l'exécution du contrat de fourniture de matériels solaires, la société CGS a confié les formalités de transit au Burkina-Faso à la société CITTI tandis que la société SOMARCO avait en charge les opérations de transit au Togo ;

Que la société CGS s'était également engagée à verser aux transporteurs 50% des frais au départ du port de Lomé et 50% à l'arrivée à Zagtoui ;

Qu'en cours d'activités, elle n'a respecté aucun de ses engagements, obligeant la société WAT à prendre en charge :

- 100% des avances liées aux formalités de transit au Togo et au passage à la frontière ;
- 70% des avances relatives aux frais de transport et leurs accessoires ainsi que les taxes douanières ;

Qu'en raison de ces difficultés, la société WAT a sollicité la société APS de Salif OUEDRAOGO qui lui a consenti des prêts pour le compte de la société CGS, ce qui lui a permis de payer les factures de la

société SOMARCO à hauteur de la somme de 551.407.352 FCFA ;

Que c'est en règlement de ces sommes que la société CGS a transféré sur le compte de la société AFRICA PI LIMITED à Dubaï la somme de 137.750.970 FCFA à charge pour celle-ci de la reverser à la société WAT ;

Que la société WAT a utilisé ces sommes pour payer en partie la société APS ;

Que c'est dans le cadre du même contrat que la société CGS a reçu des sommes de la société SOLARWORLD sans les reverser à la société WAT ;

Les défendeurs soulignent, en invoquant les dispositions des articles 1345 du code civil, 13 de l'Acte Uniforme relatif au droit commercial général, 137 de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales, 68 de l'Acte Uniforme relatif à l'harmonisation de la comptabilité des entreprises, que la société CGS ne rapporte pas de preuve de ses allégations ;

Que faute de tenir une comptabilité régulière, une société commerciale ne peut être admise à les invoquer en justice ;

Que les demandes de la société CGS doivent être rejetées en ce que les pièces produites ne reposent pas sur une comptabilité régulière ;

Que la société WAT n'étant pas partie au contrat entre la société CEGELEC et la société CGS ne peut être tenue au paiement de la marge bénéficiaire de celle-ci ;

Que c'est la société CGS qui doit être condamnée à lui payer la somme de 334.855.890 FCFA



représentant sa commission dans le cadre du contrat SOLARWORLD ;

La société APS, intervenant volontaire, souligne qu'elle a fait une avance de la somme de 551.407.352 à la société WAT en vue du paiement de la société SOMARCO au Togo, dont elle réclame le paiement du solde, soit 335.000.000 FCFA ;

### **SUR LA COMPETENCE TERRITORIALE ET LA RECEVABILITE DE L'ACTION**

Attendu qu'aux termes de l'article 40 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, « *la juridiction territorialement compétente est, sauf disposition contraire, celle du domicile du défendeur. S'il y a plusieurs défendeurs, le demandeur saisit, à son choix, la juridiction du domicile de l'un d'eux. Si le défendeur n'a ni domicile, ni résidence connus, le demandeur peut saisir la juridiction du lieu de son propre domicile ou celle de son choix si le demandeur réside à l'étranger* » ;

Attendu qu'en l'espèce, la société CGS a attiré devant le tribunal, outre la société WAT et la société AFRICA PI LIMITED, Salif OUEDRAOGO qui est domicilié à Cotonou ;

Que la société APS qui s'est portée intervenant volontaire à titre principal est une société créée au Bénin où elle a son siège et dont le représentant légal est Salif OUEDRAOGO, défendeur, dont le domicile est également à Cotonou ;

Qu'ainsi, au rang des parties en procès, il y a une personne physique défenderesse domiciliée à Cotonou au Bénin ainsi qu'une personne morale de droit béninois ;

Que ces deux situations juridiques établissent le rattachement du litige avec le territoire du Bénin ;

Que dans ces conditions, la compétence territoriale du tribunal de commerce de Cotonou est acquise ;

Que l'exception d'incompétence est donc soulevée à tort ;

Attendu, par ailleurs, que le fait pour la demanderesse d'assigner Salif OUEDRAOGO qui est le représentant légal de la société AFRICA PI LIMITED et de la société APS, toutes deux parties au procès, ne constitue pas une irrégularité affectant l'action ni les droits de ce dernier ;

Qu'il convient de recevoir la société CGS en son action ;

### **SUR LE LITIGE ET LES DEMANDES DES PARTIES**

Attendu qu'aux termes de l'article 10 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes, *« il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la loi, les faits allégués au soutien de sa prétention »* ;

Que selon l'article 13 de l'Acte Uniforme relatif au droit commercial général, *« tout commerçant, personne physique ou morale, doit tenir tous les livres de commerce conformément aux dispositions de l'Acte uniforme relatif à l'organisation et à l'harmonisation des comptabilités des entreprises.*

*Il doit en outre respecter, selon le cas, les dispositions prévues par l'Acte uniforme relatif à l'organisation et l'harmonisation des comptabilités des entreprises et à l'Acte uniforme relatif au droit*

*des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique » ;*

Attendu qu'en l'espèce, la société CGS allègue qu'elle a signé un contrat avec la société CEGELEC pour l'exécution duquel elle a convenu d'un processus de facturation, en dehors de sa comptabilité, qui implique notamment la société WAT au Burkina-Faso, la société AFRICA PI LIMITED à Dubaï et son siège en France ;

Qu'elle indique qu'elle s'est substituée la société WAT ayant son siège au Burkina-Faso en vue de recevoir des paiements pour son compte et de payer ses sous-traitants et prestataires, le tout assorti de versement de commissions ;

Qu'elle en déduit que la société WAT doit être condamnée à lui payer la somme de 242.305.407 FCFA décomposée comme suit :

- 188.009.604 FCFA à titre d'avances non réglées ;
- 32.402.122 de francs CFA représentant sa marge bénéficiaire ;
- 18.613.892 de francs CFA au titre d'une créance de la société CITTI ;
- 3.279.789 FCFA au titre de frais de voyage dans le cadre de l'amorce d'un règlement amiable ;

Mais attendu que la société CGS qui ainsi développe, ne produit pas au dossier le contrat qui serait la base de la relation contractuelle entre elle et la société CEGELEC, encore moins un arrangement juridique et commercial entre elle et la société WAT qui serait le cadre légal du montage financier international dont elle fait état, l'absence d'un tel contrat-cadre dans les relations

commerciales internationales, comme c'est le cas en l'espèce, n'étant pas de nature à attester les allégations de la demanderesse ;

Que les défendeurs soulèvent à bon droit, au regard de cette absence de comptabilité régulière et d'actes probants, le mal fondé des prétentions de la société CGS ;

Attendu, par ailleurs, que la société CGS n'a pas appelé en cause les sociétés implantées au Burkina-Faso qui sont citées dans le litige, notamment la société CEGELEC qu'elle indique comme étant sa partenaire et la commanditaire des opérations en cause ;

Qu'en l'absence de ces éléments de droit et de la non mise en cause des autres parties prenantes principales du présent litige qui relève du commerce international, les échanges de courrier électronique et les documents produits ne peuvent suffire à justifier les prétentions exprimées par la demanderesse ;

Attendu, dans ces conditions, que le fait pour la société CGS de ne pas justifier par des actes valables du commerce international, les relations commerciales et les mouvements internationaux de fonds déclarés, ne permet pas d'accréditer les allégations qui sont faites et les demandes qui en résultent ;

Qu'il convient donc de rejeter l'ensemble de ces demandes ;

Attendu, par ailleurs, que la société WAT sollicite reconventionnellement la condamnation de la société CGS à lui payer la somme de 334.855.890 FCFA représentant la commission de cette dernière

sur le paiement reçu directement par elle des mains de la société SOLARWORLD ;

Mais attendu qu'il n'y a au dossier aucun élément attestant la légitimité de cette demande ;

Qu'il convient de la rejeter ;

Attendu, s'agissant de l'intervention volontaire de la société APS qui sollicite la condamnation de la société CGS à lui payer la somme de 335.000.000 de francs CFA au titre des règlements effectués dans son intérêt à la société SOMARCO, qu'elle manque également de légitimité et pertinence, au regard de l'inexistence de cadre légal à ces opérations financières alléguées de part et d'autre ;

Qu'en effet, aucun support juridique n'est produit à l'appui de ces opérations dont le bien-fondé n'est pas établi ;

Qu'il convient de rejeter la demande de la société APS ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Rejette l'exception d'incompétence du tribunal ;

Reçoit, en la forme, la société CELTIC GLOBAL SERVICES SAS en son action ;

Au fond, la déclare mal fondée et la déboute de toutes ses prétentions ;

Rejette la demande reconventionnelle de la société WEST AFRICAN TRANSIT SARL ;

Rejette également la demande de la société AFRICA PETROLEUM SERVICES SA ;

Déboute les parties du surplus de leurs demandes ;

Condamne la société CELTIC GLOBAL SERVICES SAS aux dépens.

**Ont signé**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**